

Stéphane LINO

**Locavore et conseiller en développement local ;
Ancien conseiller général de l'Aude**

Le Pacte civique : Merci de vous être rendu disponible. Avez-vous pu trouver du temps pour lire le document que je vous ai adressé sur le Pacte civique ?

Stéphane LINO : Pas du tout.

Le Pacte civique : On vous y explique le choix de la sobriété. Le Pacte civique est un ensemble d'organisations et d'associations qui se réunissent et dont les valeurs communes sont : la sobriété, la justice, la créativité et la fraternité. Comme on vous l'a peut-être expliqué, nous réalisons un ouvrage collectif sur le thème de la sobriété et nous partons d'entretiens ; ceux-ci se font à partir de ce document. Mais peut-être que dans un premier temps, vous pourriez vous présenter ?

Stéphane LINO : Cela fait une bonne vingtaine d'années que je traite la question du lien entre les ressources, la sécurité, la valorisation des territoires, les adaptations et les modes de gouvernance. Je suis géographe, spécialisé dans l'aménagement du territoire, le développement local et la gestion des risques. J'ai commencé à travailler dans les exploitations agricoles, pour l'installation des paysans. Ensuite, j'ai fait du développement local, en collectivités locales spécialisées en développement local et j'ai monté les premières AMAP – associations pour le maintien d'une agriculture paysanne- sur le département de l'Aude, en 2004. Il y en avait très peu en France, à cette époque-là. Donc, j'en ai énormément monté, c'était pour rétablir le lien entre la production et la consommation. Ces outils existaient, mais il y avait quelque chose qui n'était pas du tout abordé par ces systèmes-là, c'était l'approche de la sécurité.

Il y avait les trois piliers de la notion maintenant dépassée de « développement durable » : l'économie, l'écologie et le lien social. « L'économie » : les consommateurs en achetant à l'avance sa production à un producteur et à un prix décent, maintiennent une activité et de la richesse sur le territoire. C'est-à-dire que le producteur est payé pour le travail qu'il fait et toute la dépense reste fixée sur le territoire. Il n'y a pas d'évasion de richesses à travers les multinationales et les grandes surfaces. Le « social » : si le producteur reste sur le territoire parce qu'il vit enfin de son métier, il peut maintenir les services publics en milieu rural, par sa présence, en envoyant ses gamins à l'école, etc... Il y a également le maintien du lien entre producteur et consommateurs, mais aussi entre consommateurs eux-mêmes. Le troisième pilier : « l'écologie », implique qu'il y a un deal qui est passé entre consommateurs et producteur : « moi, le consommateur, je m'engage à t'acheter ta production à toi le producteur, à condition qu'elle soit bio ou alors qu'elle le devienne ». C'est un contrat gagnant-gagnant.

Donc, il y avait ces trois piliers « économie, lien social et écologie ». Mais il y en avait un que moi je voyais et qui n'était pas abordée, c'était l'aspect sécurité. Pourquoi sécurité, c'est tout simplement parce que nos territoires de consommation ne sont plus des territoires de production, que notre alimentation est achetée, même en milieu rural, à travers les grandes surfaces pour 80%. Que ces mêmes grandes surfaces n'ont pas deux jours de stocks devant elles ! Que l'on ne produit plus nous-même notre alimentation, qu'il n'y a quasiment plus d'infrastructures nourricières, c'est-à-dire des producteurs autour de nous. Qu'il n'y a pas de stocks stratégiques alimentaires dans les collectivités locales et qu'il n'y a pas non plus de stocks

alimentaires stratégiques d'État. Donc en fait, on est sous perfusion alimentaire, s'il y avait un problème sur cette chaîne logistique, ce qui peut arriver par une cyberattaque par exemple, des blocages, des grèves qui s'éternisent, etc... Très concrètement, avec une non-territorialisation de la production et de la consommation, additionnée à une non-préparation des populations, il y aurait très rapidement des troubles, des paniques, des émeutes.

En fait j'ai lié cela. Au début en 2004, je n'en parlais pas, parce que j'avais peur qu'on me prenne pour un fou et parce que je voulais d'abord réussir dans la création d'un maximum d'AMAP. Mais en 2008, lorsque je voyais que ce sujet n'était pas abordé, j'ai fait une opération extrêmement médiatisée de Locavore. En fait, j'ai fait le pari pendant un an de ne me nourrir qu'avec des produits issus d'un rayon de 150km autour de Castelnaudary. Donc pendant un an, plus de café, plus de chocolat, plus de bananes, j'ai suivi les quatre saisons. Et tout cela, pour montrer notre degré de vulnérabilité par rapport aux approvisionnements, mais également pour montrer les pistes pour augmenter la résilience alimentaire de nos territoires. C'étaient, entre autres, les AMAP, les cantines, la restauration collective en général, etc...

Donc, cela a vraiment marché et plus tard, le mot Locavore est entré dans le dictionnaire. Ce n'est pas moi qui l'ai inventé, mais en France, ma démarche très médiatisée l'a popularisé. En fait, cela a évolué et les aspects « prudence et sécurité » n'étaient pas encore abordés, alors que j'en parlais souvent. Mais ce qui avait été retenu de cette expérience-là par les gens et par les médias, c'était : « *il y a un type qui y est arrivé, cela ne lui a pas coûté plus cher, il n'est pas tombé malade et c'est sympa ce qu'il a fait* » !

Ensuite, j'ai été élu Conseiller général de l'Aude, en 2011 et ensuite Conseiller municipal à Castelnaudary. Mais, il y a deux ans, voyant que même au niveau national, ce sujet de la sécurité et des risques pour les populations et pour les territoires n'était jamais évoqué dans la Loi agriculture et alimentation ; ni dans la Loi de programmation militaire ; ni dans la Loi de modernisation de la Sécurité civile ; ni dans les lois d'aménagement du territoire ou autres... Je me suis dit que les bienfaits des circuits courts étaient désormais identifiés sur l'économie, le lien social, l'écologie, mais pas sur l'aspect sécurité.

Donc, j'ai décidé de reprendre mes études, parallèlement à mon travail, et j'ai fait un mastère spécialisé en « gestion des risques sur les territoires », et j'en ai fait mon mémoire de mastère spécialisé. En fait, j'ai pris la température de ce sujet dans les endroits où logiquement il se pose et se traite. C'est-à-dire, les Ministères, l'Armée, les spécialistes des risques, les syndicats agricoles nationaux, etc... J'ai pris mon bâton de pèlerin et j'ai mené une enquête, encadrée par un ancien colonel de l'armée et par un géographe, que j'ai restituée. Elle a été vraiment appréciée et du coup, je l'ai éditée et j'en ai fait un bouquin. J'ai publié l'entièreté de mon enquête récemment au mois de juin (2019).

Instantanément, le sujet tel que je l'avais mené a reçu un écho très favorable de quelques Sénateurs et dans la foulée, Françoise LABORDE, sénatrice de la Haute-Garonne, a déposé un projet de résolution au Sénat, qui est intitulé comme mon bouquin : « *Résilience alimentaire et sécurité nationale* ». Cela a été déposé au mois de juin et ce sera examiné en session publique le 12 décembre au Sénat. C'est la première fois que deux sujets sont reliés comme cela : résilience alimentaire et sécurité. Derrière, il y a tout l'aspect préparation des populations ou plutôt, impréparation actuelle des populations.

Parce qu'on est habitué à avoir le ventre plein, depuis qu'on est dans une ébriété énergétique totale. C'est-à-dire depuis qu'on s'appuie sur des ressources à partir desquelles les humains ne

se sont jamais développés, c'est-à-dire les énergies fossiles ou plutôt les énergies faciles -le charbon et le pétrole. On a trois cents esclaves énergétiques par personne, qui nous donnent à manger, qui nous font nous déplacer, qui nous chauffent, tout cela. C'est comme si nous avions, chacun, trois cents personnes qui nous faisaient vivre. Chaque être humain occidental, du moins chaque Français. C'est basé sur des ressources qui sont en train de s'épuiser ou qui deviendront de plus en plus chères. En fait, on va vers un effondrement de notre civilisation, telle qu'on la connaît depuis 150 ans, qui est totalement basée sur une énergie, qui n'est pas la sienne.

Et c'est là, que s'il n'y a pas de préparation des populations, c'est-à-dire une préparation à la re territorialisation de la consommation, à la sobriété, à l'entraide, etc. Si on ne se prépare pas individuellement et collectivement, et par territoire, il y aura des émeutes et il y aura des morts. On n'est absolument pas préparé à cela, alors que ça va arriver, tôt ou tard. Donc, la sobriété fait partie du cocktail de ce qu'on peut appeler des micro-solutions ou du moins des pistes pour construire la résilience qu'on a complètement perdue.

Le Pacte civique : Justement, si vous aviez à donner une définition de la sobriété, je l'entends au point de vue individuel et collectif, que donneriez-vous comme définition ?

Stéphane LINOU : La sobriété, c'est prélever uniquement ce dont on a besoin et il faudrait déjà définir le mot « besoin », parce qu'on a érigé des caprices en besoin... Hors, avoir le dernier iPhone n'est pas un besoin. Quand on voit dans les écoles, des théories de sciences économiques : « il y a le consommateur qui a un besoin et le producteur est là pour le satisfaire ». Non, il faudrait déjà redonner les bonnes définitions aux mots, aux idées. Avoir un deuxième iPhone, avoir une deuxième voiture et compagnie, ce n'est pas un besoin. Il faut déjà définir les besoins et partir de la pyramide de Maslow.

Le Pacte civique : Justement, si l'on se centre un peu sur la question alimentaire, actuellement, les données que l'on a, sont qu'il y a environ 700 millions de personnes qui sont en manque et en difficulté pour se nourrir, mais parallèlement, deux milliards de personnes qui sont en suralimentation, voir en obésité. Comment réagissez-vous à cela, sur le volet de la sobriété ? Le problème n'est pas un manque de nourriture au niveau mondial, mais c'est bien une mauvaise gestion.

Stéphane LINOU : C'est la répartition. Mais, il peut y avoir un manque bientôt. Ce manque peut arriver ! On ne s'en rend pas compte parce qu'on est dans une approche pléthorique, dans des comportements de surabondance. Mais, on ne se pose pas en France la question. Chez nous, la sécurité alimentaire, on ne la voit que sous l'angle « est-ce qu'il va y avoir des salmonelles dans les œufs que j'achète ou la sécurité par rapport aux excès ». La sécurité sur la santé liée aux excès, et jamais sur un éventuel non accès. Parce qu'on pense que l'alimentation dans nos contrées est une affaire réglée. Hors, ce n'est pas le cas puisque notre agriculture est complètement basée sur des ressources que nous n'avons pas. C'est-à-dire, le pétrole, la mécanisation, les engrais, les phosphates et les produits phytosanitaires ; l'écrasante majorité de tout cela est faite à base de pétrole, pétrole que nous n'avons pas. Donc, c'est parce qu'on retire de la nourriture qui s'est transformée en énergie, c'est-à-dire le pétrole -des petites crevettes, du micro plancton, etc..., tout ce qui s'est transformé en pétrole- que l'on réutilise et que l'on crame pour se déplacer et pour produire des engrais qui vont nous servir à manger. Cela va avoir une fin ! Cela va devenir de plus en cher. L'alimentation sera de plus en plus chère !

Le Pacte civique : Justement, est-ce que vous pensez que la sobriété est une réponse ?

Stéphane LINOU : Bien sûr ! La sobriété peut-être une réponse à plusieurs titres, pour continuer à avoir à manger. C'est-à-dire qu'au moment où on aura moins accès à cette nourriture, parce qu'elle sera beaucoup plus chère, du coup ce sera de la sobriété forcée. Et cela peut également être en mode préventif, pour préserver un maximum de ressources, pour éviter de produire pour rien. Ce peut être en mode préventif, en mode intelligent ; ou en mode forcé, en mode gestion de crise.

Le Pacte civique : D'accord. Quand vous dites une sobriété forcée, cela a-t-il à voir avec la justice ; l'une des autres valeurs du Pacte civique. Cette sobriété forcée est-elle juste et comment s'appliquerait-elle à tout le monde ? On a connu cette sobriété forcée pendant et après-guerre, avec les cartes de rationnement, etc.

Stéphane LINOU : C'est exactement ce que j'allais vous dire. Le rationnement est la forme la plus égalitaire de la sobriété. Le rationnement permet aux pauvres d'avoir au moins quelque chose. Il n'y a qu'à voir pendant la guerre quand les Allemands ont bombardé Londres, les pauvres n'ont jamais aussi bien mangé, parce qu'il y avait du rationnement.

Le Pacte civique : Alors cela nécessite une organisation nationale qui impose une contrainte.

Stéphane LINOU : C'est sûr, sans accord politique, dans le sens où on le déciderait tranquillement, cela nécessiterait la contrainte.

Le Pacte civique : J'ai vu que dans l'une de vos intervention, que vous aviez entendu Pablo Servigne qui dit qu'au niveau personnel, il faut requestionner sa sobriété : comment vit-on, comment mange-t-on, comment se déplace-t-on, etc.

Stéphane LINOU : Pablo Servigne m'a interviewé, je suis dans le numéro d'Yggdrasil de septembre. Je l'ai fait intervenir l'année dernière dans la première formation de Mastère spécialisé de France sur les risques d'effondrement et les adaptations que j'ai conçue et que j'anime. Automatiquement, on est sur des dynamiques d'effondrement, sur des processus d'effondrement. Nous avons mangé notre pain blanc. C'est obligé, on ne pourra jamais vivre dans d'aussi bonnes conditions que maintenant. Ce n'est pas possible ! Parce que un, on épuise les ressources et parce que deux, on est nombreux et que les pauvres veulent faire pareil que nous. On pourrait même le voir de manière préventive, la sobriété voulue, choisie, est le meilleur entraînement pour la sobriété qui sera plus tard, forcée.

Le Pacte civique : Est-ce que cela veut dire par exemple, d'imposer une autre alimentation, moins carnée, utilisant des produits qui viennent de moins loin, etc. ?

Stéphane LINOU : Évidemment ! La fiscalité a un rôle là-dessus. La fiscalité avec un système en bonus-malus sur les produits, en lien avec le carbone et également quand c'est trop gras, trop salé, trop sucré. Le consommateur a aussi sa responsabilité, parce que personne n'oblige le consommateur à acheter des produits qui viennent de loin, alors que les produits locaux quand on les cuisine, sont moins chers. Il faut arrêter les conneries avec l'excuse du pouvoir d'achat : comment se fait-il que des familles à hauts revenus dépensent bien souvent moins pour l'alimentation que de nombreuses familles avec des revenus plus bas ? La réponse est basique : quand on cuisine, on fait des économies.

Le Pacte civique : C'est donc une question éducative ?

Stéphane LINOU : Oui, l'éducation et la responsabilité. Je le démontre, je fais un tour de France Locavore, l'opération : « Je viens manger local chez vous ». Je lance le défi pour qui veut le relever, j'ai déjà fait neuf opérations depuis l'année dernière.

Le Pacte civique : Est-ce que vous ne pensez pas qu'en même temps, vous dites « regardez ce vous avez autour de vous, et réapprenez à l'utiliser » ?

Stéphane LINOU : Carrément ! Je vous invite à regarder ma page Facebook « *Je viens manger local chez vous* ». Vous comprendrez de quoi je parle et vous verrez les articles de presse sur cette opération, où des familles, des associations ou autres relèvent mon défi de « réaliser un repas de fêtes, local, chic et pas cher ». Entre trois et cinq plats, bien présentés, avec de la créativité, avec des ingrédients issus d'un rayon de moins de 51 km à vol d'oiseau autour de l'assiette et à moins de 9,50€ par personne. Et je le répète, c'est un repas de fêtes. Je défie quiconque actuellement de faire un repas de fêtes, même des ménages modestes, à moins de 9,50€. Mais chaque fois, ils y arrivent ! Pourquoi ? Parce qu'ils cuisinent.

A chaque fois, les gens qui relèvent le défi doivent tout quantifier, mettre les ingrédients consommés sur un tableau Excel, proratisés par personne, par coûts, etc... C'est-à-dire que, un, cela leur coûte moins cher : si l'on est capable de réaliser un repas de fête pour moins de 09,50 euros, cela veut dire qu'au quotidien, on peut y arriver pour beaucoup moins et beaucoup plus rapide ! Et, deux, ce sont des dépenses intelligentes, faites sur le territoire, ce sont des dépenses structurantes pour celui-ci, des dépenses responsables. Avec cela, on maintient l'activité des producteurs autour de nous et donc une présence de producteurs pouvant s'avérer fort importante en cas de rupture d'approvisionnement alimentaire venant de l'extérieur.

Le Pacte civique : J'aime bien votre approche de la sobriété quand vous commencez par un repas de fêtes. C'est-à-dire que ce n'est pas une sobriété triste, vous commencez par la fête. Vous commencez par solliciter les contributions lors d'un moment de convivialité, sur un moment partagé et joyeux.

Stéphane LINOU : Oui, parce que le lien social est super intéressant. L'entraide, on en aura particulièrement besoin parce qu'on est tellement riche, qu'on s'achète un bien par personne. Donc on ne les partage plus. C'est justement parce qu'on est riche que le lien social se désagrège, parce qu'on a plus besoin de l'autre.

Le Pacte civique : Ce qui m'amène justement à glisser sur la quatrième valeur du Pacte civique qui est la fraternité. Vous proposez une mise en acte de cette fraternité.

Stéphane LINOU : On aura besoin d'entraide, on en aura énormément besoin parce que la satisfaction des besoins de base risque de ne plus d'être assurée par le marché ou par l'État. Au fil du temps, on a pris en charge collectivement. Si vous regardez la Pyramide de Maslow, les trois premiers étages, au fil des siècles, on les a tous pris en charge au niveau collectif. Sauf l'alimentation, qui ne fait pas partie de la prise en charge collective. Étant donné que les structures collectives, institutionnelles, auront de moins en moins de moyens pour assurer l'ordre, que les prix vont énormément augmenter parce que le coût de l'énergie va augmenter aussi. Il faudra faire moins pour énormément de personnes. C'est-à-dire qu'on va devoir mutualiser les habitats, re cohabiter entre les générations, cela va être forcé. Les collocations,

les co habitats, ce ne sera pas parce que cela a l'air sympa, ce sera par la contrainte. Donc, on va être obligé de se parler avant, pour bien s'entendre. La fraternité, il faut la préparer.

Le Pacte civique : Dans ce que vous annoncez, cela s'applique peut-être dans des zones urbaines de petite dimension. Est-ce que cela peut s'appliquer dans des zones urbaines importantes, des grandes villes, voire la capitale, Paris ?

Le Pacte civique : Quel aspect ?

Le Pacte civique : Le fait de reconstruire des solidarités, le fait de s'alimenter avec des produits en circuit court, c'est beaucoup plus compliqué quand on est sur des zones urbaines importantes.

Stéphane LINOU : La solidarité, les échanges de services, normalement c'est plus simple en ville puisqu'il y a plus de monde ! On n'a pas besoin de faire dix km pour échanger quelque chose avec quelqu'un et pourtant les échanges ne se font pas vraiment. Donc, pour les échanges de services, l'urbain n'a aucune excuse, aucune ! Il y a la densité, il y a les transports, il y a tout.

Le Pacte civique : Par contre, la production des produits de base est beaucoup plus compliquée même si aujourd'hui on a beaucoup d'AMAP partout.

Stéphane LINOU : Les producteurs des AMAP viennent du rural majoritairement. Le jour où le milieu rural se sera organisé avec les consommateurs, le producteur aura moins de chemin à faire. Il servira des associations de consommateurs en milieu rural, c'est ce que j'ai observé lorsque je l'ai organisé dans le Lauragais.

Le Pacte civique : Je voudrais vous poser une autre question : dans ce que vous annoncez, c'est quand même une importante contrainte. Comment vos discours sont reçus collectivement quand vous annoncez des scénarios catastrophes, par exemple l'effondrement ?

Stéphane LINOU : Le truc, c'est que cela fait 50 ans que cela se sait. Je n'ai rien inventé. Le rapport commandé par le Club de Rome, 1972, le Rapport Meadows, tout y était écrit. On le sait tout cela. On le sait ! Hors ce que j'ai amené avec mon travail depuis 20 ans, c'est de montrer que cette question n'est pas traitée et qu'il y a de gros risques sur la sécurité. Tout le monde l'a oublié et que nos organisations ne sont pas résilientes. C'est cela ma valeur ajoutée. Sinon, le diagnostic Pablo Servigne et tous les autres, se sont basés sur des études de scientifiques que personne n'écoute. La très grande valeur ajoutée de Pablo Servigne c'est d'avoir rassemblé tout cela et de l'avoir très bien popularisé. Le Rapport Meadows c'est la Bible, c'est la base et c'était en 1972. Sur un dessin animé des années 1970, « Il était une fois l'homme », le dernier épisode était basé sur le Rapport Meadows. On ne peut pas dire qu'on ne savait pas.

Le Pacte civique : Je ne pense pas qu'il y ait un discours sur, « on ne sait pas », c'est plutôt un discours sur la peur de ce qui va arriver et l'incapacité ; pour autant il y a beaucoup d'initiatives individuelles de personnes qui changent leur comportement aujourd'hui. Ce qui nous manque, c'est une initiative au plus haut niveau qui organise ce changement.

Stéphane LINOU : Oui mais des candidats à des élections qui diraient la vérité, ses conséquences et les mesures à prendre, ne seraient pas élus.

Le Pacte civique : Alors, en tant qu'élus justement qu'avez-vous à en dire ? Comment est-ce qu'on peut faire adhérer les citoyens à votre discours ?

Stéphane LINO : Ce n'est pas un discours, ce sont tout simplement les faits, je n'invente rien. On se croit plus fort que les lois de la physique, on croit qu'une loi au Parlement est plus forte qu'une loi de la physique et qu'éteindre la lumière va suffire à inverser le processus. C'est faux ! On est sur des dynamiques terribles, terrifiantes concernant le climat. On est sur des dynamiques de planète étuve. Nous allons salement déguster, quoi qu'on fasse même si on arrête tout, même si on arrête de respirer maintenant, il y a un tel décalage, une telle inertie climatique entre les conneries qu'on a faites et les conséquences qu'on commence à vivre. Même si on arrêta tout, on ne pourrait pas inverser ; donc, l'heure est à l'adaptation.

Les petits pas, c'étaient bien si on avait commencé dans les années 70, les années 60. La transition, c'est presque même irresponsable d'en parler, d'oser parler de transition. La transition, c'est quand on a le temps ! Elle est liée aux petits pas, qui ne suffisent pas vu l'ampleur de la catastrophe qui arrive. On est dans une grande accélération des températures, de la montée des eaux, de l'effondrement de la biodiversité sur laquelle on vit. Et ce n'est pas en éteignant la lumière et en partageant le pain avec son voisin qu'on va inverser le processus.

Le Pacte civique : Justement, vous qui êtes un élu, est-ce que vous pensez que la démocratie est adaptée pour répondre à de telles questions, qui sont d'ampleur inconnue...

Stéphane LINO : Un des problèmes, c'est qu'en fait l'être humain ne croit que ce qu'il subit dans sa chair. Tant qu'il n'est pas touché personnellement, c'est comme les lois de proximité au niveau des journalistes : on n'est intéressé par un article, que si c'est du local, que si c'est quelqu'un qui nous ressemble. Là, c'est pareil, tant qu'on a à bouffer, en quantité, qu'on fait des déplacements intempestifs, tant qu'on a le haut débit, tant qu'on a la télé, tant que les matchs de foot sont retransmis, pourquoi changer d'habitudes ? L'être humain est bâti comme cela ! Un gouvernement qui dira la vérité, qui dira « il faut arrêter d'artificialiser les terres parce qu'on va en avoir besoin pour bouffer nous-même, au lieu de nourrir la planète », risque de tomber.

Enfin, au lieu de continuer à faire croire à nos agriculteurs que leur devoir c'est de nourrir la planète. On le voit, on est sur les marchés mondiaux et on voit comment nos céréaliers s'en sortent ; c'est-à-dire, qu'ils veulent concurrencer les Canadiens et les Ukrainiens. Des Ukrainiens qui ont dix mètres de terres nobles de tchernoziom, donc du coup, c'est à bas prix. Et du coup nous ne nous en sortons pas. « Notre mission n'est pas de nourrir la planète, commence par nourrir la région et on verra après ! » Nos gouvernants n'ont peut-être pas pris l'ampleur de la catastrophe à venir et ceux qui comprennent savent que dire la vérité, c'est ne pas être réélu après.

Le Pacte civique : Comment peut-on faire si en disant la vérité, le message ne passe pas ?

Stéphane LINO : C'est aux sociétés, aux individus, à des groupes qui se constituent par territoire de devenir résilients, de changer leur consommation tant qu'on peut consommer et de s'opposer à certaines choses. C'est colossal le travail à faire !

Le Pacte civique : Est-ce que vous pensez que le survivalisme doit prendre le relais ?

Stéphane LINOU : Il ne faut pas confondre Collapsologie et Survivalisme. L'analyse est globalement la même, mais les moyens d'atteindre les objectifs que ces deux mondes se fixent ne sont pas pareils. L'analyse commune c'est qu'on prélève trop de ressources par rapport au nombre qu'on est. On est dépendants d'infrastructures, de réseaux -d'adduction d'eau, de nourriture, de logistique, de transport, d'information, etc.- qui ne pourront plus être entretenues comme maintenant. Et les États seront défaillants, à un moment donné. Cela, c'est l'analyse qui est commune.

Après, les moyens de se préparer ne sont pas les mêmes. Vous avez les survivalistes qui disent, on va le faire à titre individuel, voire en tout petit groupes et on va faire des choses uniquement pour nous. Alors que les collapsologues ont plus une approche collective pour construire de la résilience. Pour les collapsologues, il faut y arriver le plus nombreux possible et ensemble. Je suis dans la deuxième catégorie, parce qu'il ne peut pas exister de sécurité individuelle s'il n'existe pas de sécurité collective. Si vous avez des gens qui sont préparés au milieu d'un océan de gens non préparés, et bien les gens préparés seront les premières cibles. Ils se feront envahir par les autres. Il faut donc atteindre une résilience collective maximale, c'est comme cela qu'il y aura le moins de désordres possibles, parce qu'il y aura le moins d'inégalités. C'est pourquoi l'approche collective est indispensable. De toutes les façons, on devra entrer dans un plan de descente énergétique, matérielle et de services, dans les années qui viennent. Donc, soit on se prépare maintenant, on partage et on devient sobre. Soit, lorsqu'il y aura la grande descente, elle sera subie. C'est là qu'il y aura des problèmes.

Le Pacte civique : Vous avez fait le tour, est-ce que vous avez un dernier mot en termes de conclusion, de dernière déclaration ?

Stéphane LINOU : Je n'ai pas fait le tour. J'ai l'habitude de parler des heures... La sobriété respecte nos ressources, cela respecte le reste du vivant, humain compris, parce qu'il ne faut pas être anthropocentré. On a détruit énormément d'espèces tout simplement parce qu'on est glouton, l'espèce humaine est gloutonne. Donc, en étant sobre, on respecte le vivant dont on dépend, alors qu'on se croit au-dessus de cela. On respecte le monde dont on dépend et on respecte les autres humains. Une sobriété choisie, ce sera toujours mieux que la sobriété subie à venir, ne serait-ce que pour s'y entraîner.

Le Pacte civique : Je vous remercie beaucoup.